

L'avenir de la fonderie Horne en péril

Glencore suspend ses projets d'investissement de 300 millions dans la fonderie abitibienne.

Publié hier à 12h13

Mis à jour hier à 17h09

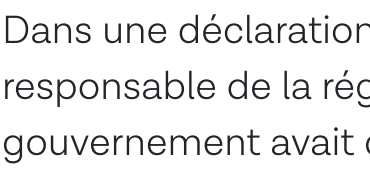
5 min.




Photo: Adil Boukind Le Devoir La décision provoquerait la fermeture de la fonderie, à moins d'une entente avec le gouvernement Legault.

 **MATHIEU CARBASSE**

ARTICLE



 Pourquoi faire confiance au *Devoir* ?

Glencore a fait savoir mardi qu'à défaut d'un accord avec le gouvernement de **François Legault**, elle abandonnait ses projets d'investissement à la **fonderie Horne** de Rouyn-Noranda.

Cette décision remet directement en question l'avenir de la fonderie (et de l'affinerie CCR de Montréal-Est), car elle ne respecterait plus les normes environnementales gouvernementales en mars 2027. Avant d'injecter davantage de fonds dans ces installations, Glencore voulait obtenir certaines garanties de la part du **gouvernement Legault** relativement à ses obligations environnementales.

L'avenir de l'affinerie est-montréalaise serait également sur la corde raide, puisqu'elle ne pourrait survivre sans l'approvisionnement de la fonderie rouynorandienne.

Dans une déclaration, le premier ministre François Legault, par ailleurs ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue, a affirmé que son gouvernement avait comme double objectif de protéger et les emplois et l'environnement. Il a souligné que Québec avait fait « un pas considérable » en offrant de lancer le processus d'autorisation environnementale un an plus tôt, et il s'attend maintenant à ce que Glencore procède elle-même aux investissements nécessaires.

De son côté, Glencore Canada dit avoir entrepris à partir de l'été dernier plusieurs démarches auprès du gouvernement du Québec afin d'assurer la pérennité de ses activités à Rouyn-Noranda et Montréal-Est.

« Malgré les efforts soutenus des deux parties, les conditions nécessaires ne sont pas suffisamment réunies pour permettre à Glencore Canada d'aller de l'avant », explique la multinationale par voie de communiqué.

« On se sent un peu abandonnés »

Pour le maire Gilles Chapadeau, le coup est difficile à encaisser. Il déplore que ni Ottawa ni Québec ne soient parvenus à une entente avec Glencore. « On a toujours compris que la fonderie — qui est la dernière fonderie de cuivre au Canada — faisait partie de la transition énergétique. Qu'elle était stratégique pour les deux ordres de gouvernement. De ne pas investir aujourd'hui, c'est une très mauvaise nouvelle », explique-t-il au *Devoir*.

Comment compenser la perte économique qui surviendrait si la fonderie mettait la clé sous la porte ? M. Chapadeau dit ne pas avoir de réponse. « On sait toute la vitalité économique que cet employeur représente. On se sent un peu abandonnés. » Il rappelle que le premier ministre lui-même mettait régulièrement en avant les emplois à la fonderie au salaire annuel de 106 000 \$.

« On n'est pas contents, car on aurait aimé que le gouvernement soit plus clair et prenne une décision plus rapidement dans ce dossier », confie au *Devoir* Éric Beaupré, président du conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda. Ce dernier se dit déçu par ce qu'il considère comme une absence de courage politique : « Avec M. Legault, on sent que le dossier n'avance pas. »

Selon Éric Beaupré, ce sont 1200 emplois directs et indirects qui seraient menacés à Rouyn-Noranda — et près de 3000 à l'échelle du Québec —, « sans compter les répercussions majeures que cela entraînera pour tout notre écosystème ».

Il croit qu'une solution est encore possible, mais qu'elle dépend avant tout de la volonté politique. « On ne comprend pas qu'il n'y ait aucune voie de passage identifiée pour concilier l'environnement, les impératifs sociaux, les impératifs de santé et l'économie. On se demande pourquoi ça prend autant de temps. »

En entrevue au *Devoir*, le p.-d.g. de la Chambre de commerce de l'est de Montréal, Jean-Denis Charest, demande quant à lui une reprise immédiate des négociations. « Pour l'est de Montréal, [l'affinerie] CCR est un énorme pilier de l'économie. Ça représente 1260 emplois directs et indirects, et près de 270 millions en valeur économique. C'est absolument majeur. »

M. Charest avance que son regroupement a levé le drapeau aux gouvernements fédéral et provincial à de nombreuses reprises. Il constate avec regret qu'aucune solution n'a émergé. Il appelle donc Québec à trouver une solution rapidement. « Il est minuit moins une, mais on pense qu'il y a encore des voies de passage », prévient-il.

À LIRE AUSSI

- **Glencore et Rio Tinto en discussion pour former le plus grand groupe minier du monde**
- **Rouyn-Noranda garde la tête froide face à une possible fermeture de la Fonderie Horne**
- **L'action collective contre la Fonderie Horne et Québec sera entendue**
- **La saga de la Fonderie Horne en 10 dates**

« On a besoin des emplois »

De son côté, le Syndicat des Métallos accuse le gouvernement du Québec de signer l'arrêt de mort de la filière du cuivre au Québec par son inaction. « Ce gouvernement manque de courage politique, et ce sont encore une fois les travailleurs qui vont en payer le prix », a déclaré le directeur québécois du syndicat, Nicolas Lapierre, par voie de communiqué.

La CSN demande pour sa part au premier ministre François Legault de conclure une entente à long terme avec Glencore afin de lui donner « le droit de produire dans des conditions acceptables pour plusieurs années ». « La **[Coalition avenir Québec]** se dit le parti des régions. C'est le temps ou jamais de le prouver et de mettre en place les conditions gagnantes pour une usine plus propre qui va produire du cuivre pendant plusieurs décennies encore. On a besoin des emplois et on a besoin du cuivre », a fait valoir la présidente de la centrale syndicale, Caroline Senneville.

Des « voies de passage » ?

Selon le député de Rouyn-Noranda, le caquiste Daniel Bernard, il est encore trop tôt pour parler de fermeture de la fonderie Horne. D'après lui, Glencore reporte simplement ses investissements de 300 millions de dollars dans l'attente d'un coup de main pour les lancer. « On parlait à peu près d'un montant de quelques centaines [de millions de dollars], mais il y aurait peut-être moyen de trouver des voies de passage », a-t-il expliqué en mêlée de presse.

Les questions les plus importantes sont celles de la qualité de l'air et du relogement des 200 familles du quartier Notre-Dame, a-t-il dit. « C'est là-dessus qu'on travaille, pas sur la fermeture [de la fonderie]. »

Ensemble, soutenons la réflexion

Média rigoureux et lucide, *Le Devoir* ne se contente pas de relater les faits. Nos journalistes vous offrent les clés pour mieux comprendre l'actualité d'ici et d'ailleurs. En soutenant notre mission, vous assurez la pérennité d'un journalisme indépendant, exigeant et engagé.

Je donne



Les plus populaires

- Lettre à notre ami Doug Ford1
- Les républicains doivent «prendre le contrôle» des élections dans plusieurs États, selon Trump2
- Ottawa a émis 2 milliards de dollars de chèques qui n'ont pas été encaissés3
- Le système d'immigration québécois encore sujet à des changements4
- En 2019, Chomsky se montrait solidaire de la «manière horrible» dont Epstein était traité5

2 commentaires

[Connectez-vous](#) ou [créez un compte](#) pour commenter.

TRIER DU PLUS ANCIEN AU PLUS RÉCENT

François Bizet - Abonné 4 février 2026 05 h 43

mononcleries

Mononcle :

un fossoyeur

la Maison Chevalier

NOTHVOLT

CAAQ

La Santé et les Médecins et CARMANT

Les Constructions Scolaires

le 3ème lien

HORNE

etc...

un festival d echecs

un opportuniste déchu

probablement le pire premier ministre que le Quebec ait jamais eu

Claude Claude Trudel - Abonné 4 février 2026 07 h 23

Glencore ou les menaces pour soutirer encore plus d'argent de Québec!

Quel bel exemple de comment les méga compagnies, qui durant des décennies ont profité de nos ressources naturelles, ont pollué à tout-va, ont empoisonné la population de cette ville sans être inquiété, et surtout se sont enrichie en faisant le même stratagème partout sur la planète. Une compagnie multimilliardaire, qui est poursuivi partout dans le monde pour corruption, pour déversement de produits polluants dans l'environnement et a du payé des amendes de 1,5 milliard pour corruption et manipulation de marchés en mai 2022. Les déclarations de Glencore à l'effet de ne pas investir dans la modernisation de ses installations et les menaces de fermeture de l'usine sont un bon plan pour siphonner encore plus d'argent qui vient directement de nos poches. C'est le capitalisme à son meilleur et c'est d'une indécence indescriptible! Si vous voulez connaître le vrai visage de Glencore, je vous invite de lire le livre de Pierre Céré, Voyage au bout de la mine. Ce livre dépeint le vrai visage de Glencore et est basé sur des faits et des études bien soutenues.

J'ose espérer que Legault ne va plier encore face à Glencore. Les 600 emplois de la fonderie ne justifient pas de reculer encore une fois face à ces bandits qui polluent, qui empoisonnent la population de Rouyn-Noranda. Il est peut-être temps de songer à investir ces sommes dans nos services de soins plus que désuets, dans nos infrastructure routières et en en bâtiments pour les écoles qui tombent en ruines.

Le premier ministre n'a plus la légitimité de gaspiller notre argent dans les poches de ces bandits de grand chemin, multimilliardaires!

Vous devez être connecté pour commenter les articles publiés sur notre site Web.

Afin d'activer votre accès réservé à commenter les articles publiés sur notre site Web, [connectez-vous](#) ou [abonnez-vous](#).

AUSSI DANS LA SECTION ÉCONOMIE



Glencore et Rio Tinto en discussion pour former le plus grand groupe minier du monde

Les deux entreprises confirment avoir repris les discussions, un an après l'échec de précédents pourparlers.

3 min.



La moitié des Canadiens appuient un nouveau pipeline, selon un sondage Léger

Seuls 17% des répondants interrogés par Léger s'opposent à un nouveau oléoduc entre l'Alberta à la Colombie-Britannique.

4 min.



La stratégie pour la future économie verte sera pour une autre fois

Dans son plan dévoilé lundi, Québec liste ce que devraient être les priorités des prochaines années.

5 min.

Suggérés pour vous

- Ottawa a émis 2 milliards de dollars de chèques qui n'ont pas été encaissés1
- Dix Français accusés en lien avec le viol d'un enfant de 5 ans sous soumission chimique2
- «Je n'ai jamais souhaité être exclue» du PLQ, explique Marwah Rizqy, de retour à l'Assemblée3
- Hinse a été congédiée pour «mensonges» et manquement aux règles éthiques, détaille Rizqy4
- L'avenir de la Fonderie Horne en péril5

À NE PAS MANQUER

POPULAIRES CETTE SEMAINE

EN CONTINU

SUGGÉRÉS POUR VOUS



En 2019, Chomsky se montrait solidaire de la «manière horrible» dont Epstein était traité

1



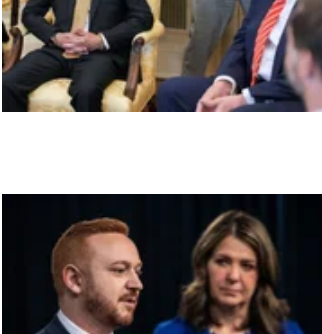
Un hockey féminin qui avance au pays, sauf peut-être face aux États-Unis

2



Washington réactive un accord avec une trentaine de pays africains

3



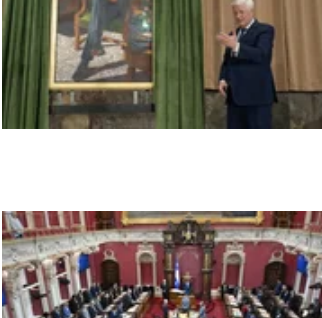
Trump et Petro trouvent un terrain d'entente

4



Le gouvernement de Danielle Smith ne financera plus les nominations judiciaires sans droit de regard

5



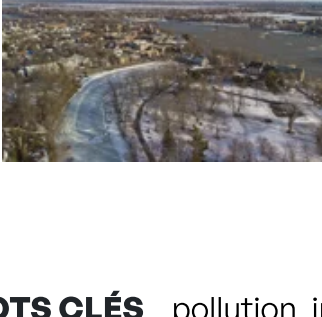
Au Venezuela, des milliers de partisans du pouvoir dans la rue pour réclamer le retour de Maduro

6



Le portrait officiel de Stephen Harper dévoilé

7



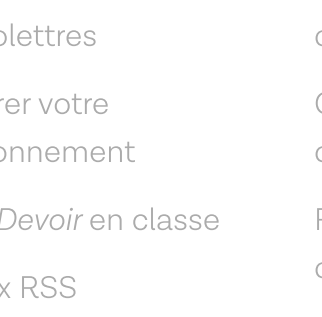
Nomination contestée à la Commission des droits de la personne

8



Est-ce les États-Unis qui gouvernent réellement le Venezuela?

9



Terrebonne versera près de 200 000 \$ à des victimes alléguées de profilage racial

10

MOTS CLÉS [pollution](#), [investissement](#), [qualité de l'air](#), [Rouyn-Noranda](#), [Fonderie Horne](#), [gouvernement Legault](#), [arsenic](#), [Glencore](#)

T Pourquoi faire confiance au *Devoir* ?

S'ABONNER

Abonnez-vous au *Devoir*

Infolettres

Gérer votre abonnement

Le Devoir en classe

Flux RSS

À PROPOS

À propos de nous

Politique de confidentialité

Conditions d'utilisation

Participation aux commentaires

Plan du site

Registre des publicités électorales fédérales

Pourquoi faire confiance au *Devoir* ?

NOUS JOINDRE

Direction

Service à la clientèle

Service de la publicité

Rédaction

Réagissez à nos contenus

Besoin d'aide ?

SERVICES

Avis publics et appels d'offres

Avis de décès

Jeux

Éditions Somme toute *Le Devoir*

Communiqués de presse

SUIVEZ LE DEVOIR

TÉLÉCHARGER L'APPLICATION



Que cherchez-vous?

RECHERCHER

LE

[Politique de confidentialité](#) | [Conditions d'utilisation](#)